

SAISIE IMMOBILIERE

CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

Tribunal Judiciaire
Service des saisies immobilières
12
04 45 11 11 11
CEREX

Le Solde (37)

CRÉANCIER POURSUIVANT :

SPC Résidence de Bretagne
représenté par R SAS CERIN-CENTURY 21
Me Bernard SERVET Syndic

Avocat

DÉBITEUR SAISI :



Me

Avocat

Adresse des biens vendus :

611 Résidence de Bretagne
77190 DAMMARIE LES LYS

Dépôt au Greffe :

20 février 2025

Mise à Prix :

40 000 Euros

Audience d'orientation :

1^{er} avril 2025 à 9H30

Audience d'adjudication :

—

—

—

—

—

—

CHAPITRE 1er. - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1er . Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles du Code des procédures civiles d'exécution relatifs à la saisie immobilière.

Article 2 . Modalités de la vente

La saisie immobilière tend à la vente forcée de l'immeuble du débiteur ou, le cas échéant, du tiers détenteur en vue de la distribution de son prix.

Le saisi peut solliciter à l'audience d'orientation l'autorisation de vendre à l'amiable le bien dont il est propriétaire.

Le juge peut autoriser la vente amiable selon des conditions particulières qu'il fixe et à un montant en deçà duquel l'immeuble ne peut être vendu.

À défaut de pouvoir constater la vente amiable conformément aux conditions qu'il a fixées, le juge ordonne la vente forcée.

Article 3 . État de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant, la partie saisie ou ses créanciers pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés. L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

Article 4 . Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux en cours.

Toutefois, les baux consentis par le débiteur après la délivrance du commandement de payer valant saisie sont inopposables au créancier poursuivant comme à l'acquéreur. La preuve de l'antériorité du bail peut être faite par tout moyen.

L'acquéreur sera subrogé aux droits des créanciers pour faire annuler s'il y a lieu les conventions qui auraient pu être conclues en fraude des droits de ceux-ci.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés à la partie saisie et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de la partie saisie.

Article 5 . Préemption et droits assimilés

Les droits de préemption ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 6 . Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoïrement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité appartiendra de plein droit à la partie saisie ou aux créanciers visés à

l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 7 . Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.

CHAPITRE II. – ENCHÈRES

Article 8 . Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état-civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social et des pouvoirs de son représentant.

Article 9 . Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10 % du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est acquise aux vendeurs et à leurs créanciers ayants droit à la distribution et, le cas échéant, pour leur être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 10 . Surenchère

La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le tribunal judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. À défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère. L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 11 . Réitération des enchères

À défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du créancier poursuivant, d'un créancier inscrit ou du débiteur saisi, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L. 322-12 du Code des procédures civiles d'exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère passé un délai de deux mois suivant la première vente jusqu'à la nouvelle vente. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de quatre mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra aux créanciers et à la partie saisie.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III. – VENTE

Article 12 . Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption, ou des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 13 . Désignation du séquestre

Les fonds à provenir de la vente décidée par le juge de l'exécution seront séquestrés entre les mains du bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de l'avocat postulant pour être distribués entre les créanciers visés à l'article L. 331-1 du Code des procédures civiles d'exécution.

Le séquestre désigné recevra également l'ensemble des sommes de toute nature résultant des effets de la saisie.

Les fonds séquestrés produisent intérêts au taux de 105 % de celui servi par la Caisse des dépôts et consignations au profit du débiteur et des créanciers, à compter de leur encaissement et jusqu'à leur distribution.

En aucun cas, le séquestre ne pourra être tenu pour responsable ou garant à l'égard de quiconque des obligations de l'acquéreur, hors celle de représenter en temps voulu, la somme séquestrée et les intérêts produits.

Article 14 . Vente amiable sur autorisation judiciaire

Le débiteur doit accomplir les diligences nécessaires à la conclusion de la vente amiable.

L'accomplissement des conditions de la vente amiable décidée au préalable par le juge sera contrôlé par lui.

Le prix de vente de l'immeuble, ses intérêts, ainsi que toute somme acquittée par l'acquéreur en sus du prix de vente à quelque titre que ce soit, sont versés entre les mains de la Caisse des dépôts et consignations conformément à l'article R. 322-23 du Code des procédures civiles d'exécution. Ils sont acquis au débiteur et aux créanciers participant à la distribution.

Toutefois, les frais taxés, auxquels sont ajoutés les émoluments calculés selon le tarif en vigueur sont versés directement par l'acquéreur, conformément à l'article 1593 du Code civil, en sus du prix de vente, à l'avocat poursuivant, à charge de restitution en cas de jugement refusant de constater que les conditions de la vente sont remplies et ordonnant la vente forcée, ou aux fins d'encaissement en cas de jugement constatant la vente amiable.

Le juge s'assure que l'acte de vente est conforme aux conditions qu'il a fixées, que le prix a été consigné, et que les frais taxés et émoluments de l'avocat poursuivant ont été versés, et ne constate la vente que lorsque ces conditions sont remplies. À défaut, il ordonne la vente forcée.

Article 15 . Vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de deux mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du séquestre désigné, qui en délivrera reçu.

Si le paiement intégral du prix intervient dans le délai de deux mois de la vente définitive, l'acquéreur ne sera redevable d'aucun intérêt.

Passé ce délai de deux mois, le solde du prix restant dû sera augmenté de plein droit des intérêts calculés au taux légal à compter du prononcé du jugement d'adjudication.

Le taux d'intérêt légal sera majoré de cinq points à l'expiration du délai de quatre mois du prononcé du jugement d'adjudication, conformément à l'article L. 313-3 du Code monétaire et financier.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de deux mois supportera le coût de l'inscription du privilège du vendeur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Le créancier poursuivant de premier rang devenu acquéreur, sous réserve des droits des créanciers privilégiés pouvant le primer, aura la faculté, par déclaration au séquestre désigné et aux parties, d'opposer sa créance en compensation légale totale ou partielle du prix, à ses risques et périls, dans les conditions des articles 1347 et suivants du Code civil.

Article 16 . Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du Code civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur les quittances de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais de vente avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de vente, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 17 . Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 18 . Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS POSTÉRIEURES À LA VENTE

Article 19 . Délivrance et publication du jugement

L'acquéreur sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans le mois de sa remise par le greffe :

- a) de le publier au Service de la publicité foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente ;
- b) de notifier au poursuivant, et à la partie saisie si celle-ci a constitué avocat, l'accomplissement de cette formalité ;

le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués à l'avocat poursuivant.

À défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du créancier poursuivant la distribution pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

À cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat, lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 20 . Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère ;
- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du premier jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du premier jour du terme qui suit la vente sur surenchère ;
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu pour les parties libres de location selon le paragraphe a ci-dessus et pour les parties louées selon le paragraphe b du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du saisi, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 21 . Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement portant sur la vente forcée.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au *prorata temporis* à première demande du précédent propriétaire et sur présentation du rôle acquitté.

Article 22 . Titres de propriété

En cas de vente forcée, le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtue de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Pour les titres antérieurs, le poursuivant n'en ayant aucun en sa possession, l'acquéreur ne pourra pas en exiger, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

En cas de vente amiable sur autorisation judiciaire, le titre de vente consiste dans l'acte notarié et le jugement constatant la réalisation des conditions de la vente passé en force de chose jugée.

Article 23 . Purge des inscriptions

Le séquestre ou la consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège.

L'acquéreur peut demander, avant la procédure de distribution, au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander le remboursement dans le cadre de la distribution du prix au titre des dispositions de l'article 2375, 1° du Code civil.

Article 24 . Paiement provisionnel du créancier de premier rang

Après la publication du titre de vente et au vu d'un état hypothécaire, le créancier de premier rang pourra, par l'intermédiaire de son avocat, demander au juge de l'exécution, dans la limite des fonds séquestrés, le paiement à titre provisionnel de sa créance en principal.

Les intérêts, frais et accessoires de la créance sont payés une fois le projet de distribution devenu définitif.

Le paiement effectué en vertu de la présente clause est provisionnel et ne confère aucun droit à son bénéficiaire, autre que celui de recevoir provision à charge de faire admettre sa créance à titre définitif dans le cadre de la procédure de distribution, à peine de restitution.

Dans le cas où un créancier serait tenu à restitution de tout ou partie de la somme reçue à titre provisionnel, celle-ci serait productive d'un intérêt au taux légal à compter du jour du règlement opéré par le séquestre.

Article 25 . Distribution du prix de vente

La distribution du prix de l'immeuble, en cas de vente forcée ou de vente amiable sur autorisation judiciaire, sera poursuivie par l'avocat du créancier saisissant ou, à défaut, par l'avocat du créancier le plus diligent ou du débiteur, conformément aux articles R. 331-1 à R. 334-3 du Code des procédures civiles d'exécution.

Les frais de la distribution et la rétribution de l'avocat chargé de la distribution, calculés conformément au tarif en vigueur, seront prélevés sur les fonds à répartir.

Article 26 . Élection de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'acquéreur élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V. - CLAUSES SPÉCIFIQUES

Article 27 . Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (*mod. par L. n° 94-624, 21 juill. 1994*).

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu

de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 28 . Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au représentant légal de l'association syndicale libre ou de l'association syndicale autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

CHAPITRE VI : CONDITIONS PARTICULIERES

Cahier des conditions auxquelles seront adjugés à l'audience des saisies immobilières du Tribunal Judiciaire de MELUN (77), 2 avenue du Général Leclerc, sur saisie immobilière au plus offrant et dernier enchérisseur, les biens immobiliers dont la désignation suit :

Désignation de l'immeuble :

EN UN SEUL LOT

Commune de DAMMARIE LES LYS (77) :

Dans un ensemble immobilier situé sur la commune de DAMMARIE LES LYS (77), Résidence de la Bretagne, cadastré section AR numéro 558 lieudit « *Résidence de la Bretagne* », pour 84 ares 59 ca, au 611 résidence de la Bretagne, les biens et droits immobiliers suivants :

- lot numéro 187 :

Un appartement situé au 5^{ème} étage du bâtiment F, escalier F, comprenant : entrée prolongée par un dégagement, séjour, cuisine, salle de bains, WC, cabinet de toilette, trois chambres, un placard, une loggia, et les 517/100.000èmes des parties communes générales,

- lot numéro 382 :

Une cave située au sous-sol du bâtiment F, escalier F, portant le numéro F18 au plan,

et les 4/100.000èmes des parties communes générales,

- lot numéro 422 :

Un box situé au sous-sol extérieur, portant le numéro 22 au plan,

et les 62/100.000èmes des parties communes générales.

Ledit ensemble immobilier ayant fait l'objet d'un règlement de copropriété et état descriptif de division suivant acte reçu par Maître DUMAND, Notaire à MELUN (77), le 18 septembre 1973, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de MELUN, le 19 septembre 1973, volume 7116 numéro 1^{er}, annexé au présent cahier des conditions de vente.

Y est également annexée un extrait de la matrice cadastrale.

Ledit bien, appartenant en propre à Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] pour avoir été acquis à titre de remploi de fonds propres, ainsi que cela résulte de l'acte d'acquisition mentionné ci-dessous.

Tel au surplus que lesdits biens et droits immobiliers existent, s'étendent, se poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances et dépendances, droits de propriété, de mitoyenneté et autres pouvant y être attachés, sans aucune exception ni réserve.

Ladite saisie effectuée,

aux requête, poursuites et diligences du :

[REDACTED]
[REDACTED]
capital de 500.000 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MELUN sous le numéro [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] dont le siège social est situé à MELUN (77000), 5 Place Saint-Jean, représentée par son Président en exercice, y domicilié en cette qualité,

Ayant pour Avocat, Maître Bernard SERVET, Avocat au Barreau de MELUN, 5 rue Louviot, 77000 MELUN, lequel est constitué à l'effet d'occuper pour le requérant sur la présente poursuite de saisie immobilière et ses suites,

EN VERTU :

de la copie exécutoire d'un jugement définitif rendu 19 novembre 2021 par le Tribunal Judiciaire de MELUN,

le poursuivant susnommé et domicilié, a, selon acte délivré 22 octobre 2024, du ministère de la SELARL CDJ CONTENTIEUX FRANCE, Commissaire de Justice à LA CHAPELLE SAINT-MESMIN (45), à Monsieur [REDACTED]

D'avoir immédiatement à payer au requérant à l'acte, entre les mains du Commissaire de Justice ayant charge de recevoir, ou encore entre les mains de l'Avocat constitué, sus dénommé et domicilié, les sommes suivantes, au Syndicat des Copropriétaires de la Résidence LE BRETAGNE :

- charges arrêtées au 01/10/2022 :	20.552,19 €
- intérêts au taux légal :	
. sur 11.497,91 € du 28/10/2020 au 08/01/2024 :	2.546,46 €
. sur 9.054,28 € du 08/09/2021 au 08/01/2024 :	1.760,74 €
- intérêts postérieurs :	mémoire
- indemnité article 700 du Code de Procédure Civile :	1.500,00 €
- intérêts sur ladite somme au taux légal du 19 novembre 2021 au 08/01/2024 :	282,47 €
- intérêts postérieurs :	mémoire
- dépens :	
. sommation de payer du 23/09/2019 :	87,12 €
. assignation du 08/09/2021 :	54,43 €
. signification du 14/12/2021 :	72,29 €
. droit de plaidoirie :	13,00 €
. état hypothécaire :	14,00 €
. copie de publication :	17,00 €
. frais postérieurs :	mémoire

BS

Total sauf mémoire	257,84 €
TOTAL sauf mémoire :	26.899,70 €
A déduire versements effectués :	5.520,00 €
RESTE DU	21.379,70 €

sous réserves et sans préjudice de tous autres dus, droits, et actions, des intérêts sur intérêts en cours, de tous autres frais et légitimes accessoires, et notamment le coût du présent commandement, offrant de faire le compte de tout en cas de règlement,

Ledit commandement contenant en outre toutes les énonciations prescrites par l'article R 321-3 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

La partie saisie n'ayant pas satisfait audit commandement, celui-ci a été publié au Service de la Publicité Foncière de MELUN, le 20 décembre 2024, volume 7704P01 2024 S n° 119.

L'assignation à comparaître a été délivrée au débiteur, pour l'audience d'orientation du 1^{er} avril 2025 à 9 heures 30.

Enoncé des autres actes et jugements intervenus postérieurement au commandement (article R 322-10 3° du Code des Procédures Civiles d'Exécution) :

- état hypothécaire sur publication du commandement de payer valant saisie immobilière, en date du 23 décembre 2024, ci-annexé
- procès-verbal de description en date du 15 janvier 2025, ci-annexé,
- diagnostics immobiliers en date du 15 janvier 2025, ci-annexés,
- assignation à comparaître à l'audience d'orientation, signifiée au débiteur, le 17 février 2025 selon exploit de la SELARL CDJ CONTENTIEUX FRANCE, ci-annexée
- dénonciation du commandement de payer avec assignation à l'audience d'orientation, délivrée au TRESOR PUBLIC, créancier inscrit.

Les renseignements d'urbanisme et les documents relatifs à la copropriété feront l'objet d'un dire ultérieur.

ORIGINE DE PROPRIETE

Ledit bien appartient à Monsieur [REDACTED] [REDACTED] [REDACTED] pour l'avoir acquis, selon acte reçu par Maître Alladé Karimou ALLI, Notaire à MORANGIS (91), en date du 22 juillet 2016, publié au service de la publicité foncière de MELUN, le 1^{er} août 2016, volume 2016 P numéro 7105.

ORIGINE DE PROPRIETE ANTERIEURE

Acquisition suivant acte de Maître MASSOL, Notaire à VILLENEUVE SUR YONNE, le 7 août 2001, dont une copie authentique a été publiée au bureau des hypothèques de MELUN, le 2 octobre 2001, volume 2001 P numéro 9422, moyennant le prix de 64.028,59 €.

L'adjudicataire fera son affaire personnelle de l'origine de propriété antérieure, et il est, d'ores et déjà, autorisé à se procurer, à ses frais exclusifs, tous actes de propriété antérieurs qu'il avisera, toutes autorisations lui étant données par le poursuivant, lequel ne pourra en aucun cas être inquiété, ni recherché à ce sujet.

MISE A PRIX :

Outre les charges, clauses et conditions ci-dessus les enchères seront reçues sur la mise à prix fixée par le poursuivant, soit :

QUARANTE MILLE EUROS..... 40 000,00 €

Fait et rédigé le 19 février 2025

par Maître Bernard SERVET, Avocat :



ANNEE DE MAJ 2023
Propriétaire
RESIDENCE DE BRETAGNE

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

TRES 016

ANNEE DE MAJ 2023
Propriétaire
RESIDENCE DE BRETAGNE

611 F RUE DE LA RESIDENCE
77190 DAMMARE LES LYS

MC8CZJ

COM 152

DAMMARE LES LYS

DESIGNATION DES PROPRIETES				IDENTIFICATION DU LOCAL				PROPRIETES BATIES				EVALUATION DU LOCAL				RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ				NUMERO COMMUNAL			
AN SEC N° PLAN	C	N°	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	N° PORTE	N° INVAR	S	M	TAR	AF	NAT	LOC	RC COM IMPOSABLE	NAT	AN	AN	FRACTION RC EXO	% EXO	TX OM	RC
17 AR	558	611	RES DE LA BRETAGNE	A015	A	01	05	03001	0088763	E	152A	C	H	AP	5M	2386	EXO	RET	DEB	RC EXO	% EXO	TX OM	RC
		001	LOT 0000187	517 / 100000																		2386	
		001	LOT 0000382	4 / 100000																			
17 AR	558	611	RES DE LA BRETAGNE	A015	A	01	05	03002	1014969	J	152A	C	H	DA	5M	18	EXO	RET	DEB	RC EXO	% EXO	TX OM	RC
		001	LOT 0000187	517 / 100000																		18	
		001	LOT 0000382	4 / 100000																			
17 AR	558	9001	RES DE LA BRETAGNE	A015	A	07	81	22001	0088959	N	152A	C	H	PK	B	295	EXO	RET	DEB	RC EXO	% EXO	TX OM	RC
		001	LOT 0000472	62 / 100000																		295	

DESIGNATION DES PROPRIETES										EVALUATION										PROPRIETES NON BATIES										LIVRE FONCIER								
AN SECTION N° PLAN		N° VOIRIE		ADRESSE		CODE RIVOLI		N° PARC PRIM		FP/DP		S		TAR		SUF		GR/SS GR		CL		NAT CULT		CONTENANCE HAA CA		REVENU CADASTRAL		COLL		NAT EXO		AN RET		FRACTION RC EXO		% EXO TC		Feuille
HAA CA		REV IMPOSABLE		0 EUR		COM		REXO		R IMP		0 EUR		0 EUR		0 EUR		0 EUR		TAXE AD		R IMP		0 EUR		0 EUR		0 EUR		MAJ TC		0 EUR		0 EUR				

Source : Direction Générale des Finances Publiques page : 1

Bernard SERVET
AVOCAT
5, rue Louviot
77000 MELUN - ☎ 01 64 39 38 20